

# L'enlèvement d'Europe Georges Labica <sup>1</sup>

25.Mai.05

1. La mobilisation en faveur du OUI est d'abord institutionnelle. Les médias publics et même républicains ont reçu les bonnes consignes.

Les employés se démènent, pas seulement les préposés aux nouvelles, diseurs (speakers et speakerines), journalistes, chroniqueurs, billettistes de radios et de télévisions, mais les experts eux-mêmes. Un seul exemple : l'éminent linguiste Alain Rey, en poste sur France Inter de 8h. à 9h., déroulant toute sa science sur le terme de dumping social, et révélant, en particulier, le sens de poubelle de dumping, s'autorise, au mépris de toute déontologie (car il n'est pas payé pour ça), à conclure : "que tout cela ne vous empêche pas de voter oui à la constitution européenne !" (23.03).

L'improvisé propagandiste rejoint ainsi la cohorte tout aussi servile des intellectuels Hi Fi, groupée derrière le tandem Lang/Wiesel. L'argument de base opposé aux partisans du non, lancé, le premier, par cet autre expert qu'est l'historien Alain Decaux, consiste à les considérer comme des cons. Ledit argument est décliné sous tous les registres : "l'appel à l'intelligence", lancé par la direction socialiste, qui aurait assuré, selon Mme Ségolène Royal, une majorité de oui dans le parti (NB les choses ont rapidement changé en faveur des demeurés); le caractère "râleur" bien connu des Français (une députée belge); "l'insuffisance de réflexion"; une "pathologie"; la "confusion mentale" <sup>5</sup> Tout cela est connu et encore n'avons-nous pas tout vu.

Mon objet ici sera différent. J'aimerais prendre les choses à la racine, poser les questions qui se posent derrière les questions qu'on nous pose, autrement dit me faire l'avocat du Diable, -personnage bien oublié en ces temps de papelard papotage papolâtrique. Le tout à la hache, faute de temps.

2. L'Europe, c'est quoi ? Un ensemble géographique ? Alors pourquoi la Turquie ? Ou Israël, réclamé par quelques parlementaires européens ? Pourquoi pas la Russie, au moins jusqu'à l'Oural ? Ou la Suisse, qui ne veut pas en entendre parler. Difficile de déterminer quel dehors aurait ce dedans <sup>5</sup> Un ensemble culturel ? Le document proposé au vote évoque des traditions "culturelles, religieuses", etc. Le débat sur ce "religieux", que d'aucuns auraient voulu limiter au "chrétien", laisse présager ce qu'il en serait du "culturel", -de la bouillabaisse au bortch, de la sauerkraut au couscous (plat français typique, oui, oui), pour n'en rester qu'au domaine culinaire. Un ensemble politique ? Même défini au présent, comment se sortir, par exemple, de cet embrouillamini de figures démocratiques mal identifiées et de (nombreuses) survivances monarchiques ? Un peuple ? Dont le pour-soi et l'en-soi sont invisibles ? Autant revenir au sexe des anges. Un marché? La, on brûle et on tient peut-être en

1 1ère publication : Utopie critique, n° 33, 2ème trimestre 2005

plus le culturel, sous la forme unificatrice déjà en cours du hamburger et du coca. Mais en quoi est-ce européen

3. L'Europe pour quoi faire ? A en juger par la terminologie la plus banalisée, on donne comme acquis indiscutable et indiscuté la "nécessité de la construction européenne". Nécessaire à quoi ? Et à qui ? Pour faire pièce, singulièrement sur les plans économique et culturel, aux ensembles étatsunien et nippon ? Mais, face au reste du monde (ce qui fait du monde), l'Europe n'est-elle pas de longue date le 3<sup>e</sup> larron de la Triade impérialiste, dont, quoi qu'il paraisse et en dépit de contradictions et de rivalités internes, l'unité se maintient sous la houlette de la super-puissance, à laquelle la fameuse "exception culturelle" n'échappe même plus. L'harmonisation économique ? Ce serait faire bon marché des inégalités qui ne sont pas prêtes de se réduire (délocalisations, concurrence des travailleurs; cf. circulaire Bolkenstein) et des dispenses que se sont déjà attribuées les nantis (Grande Bretagne, écornages du pacte de stabilité). L'euro, qui pourrait se trouver en position de force à l'échelle internationale (cf. échanges avec la Chine, l'Irak, le Soudan, le Venezuela), ne semble guère soucieux de couper son lien ombilical avec le dieu dollar. Une politique étrangère autonome ? Bornons-nous à penser à l'Irak : après les gesticulations matamoresques, le retour au bercail (élections, représentations diplomatiques, financements). Sur Israël, condamné par le Parlement européen, fournissant, une fois de plus, à cette occasion, la preuve de son impuissance, mieux vaut se taire. Le règne de la paix entre nations longtemps divisées par leurs conflits ? Juste un rappel : le cas de la Yougoslavie, incontestablement située au centre de l'Europe géographique. La défense ? Contre quelle menace ? Le seul ennemi potentiel ne tient-il pas l'OTAN totalement à sa botte ? La politique étrangère, qui serait dotée d'un ministre commun ? Au profit de quelles politiques ?

4. "Quelle Europe voulons-nous ?" Ce n'est qu'un cri et unanime chez les tenants du Non. Plus européen que moi, affirment-ils à ceux du Oui, tu meurs. Nous ne voulons pas de cette Europe, parce que nous voulons une autre Europe. Quelle autre Europe ? Réponse tout aussi unanime : l'Europe sociale, l'Europe des travailleurs. Mazzini dressait déjà, à la fin de l'avant-dernier siècle, "l'Europe des Peuples contre l'Europe des Rois". Attention, perçoit-on bien le dilemme ? S'il s'agit, - rengaine bien rodée, d'introduire "davantage de social dans la construction européenne", c'est qu'alors on considère qu'il y en a déjà une dose, plus ou moins importante. En foi de quoi, côté social-dém., acquis au plus, on appelle au Oui, tandis que le Non s'en tient au moins. Dans les deux cas, on reste dans le système : autre Europe comme on dit altermondialisation, sous le parapluie des ambiguïtés. Car, si l'on croit qu'existent des prémices, et l'exemple français est en effet là pour l'attester, il faut se convaincre

que lesdites prémices non seulement ne sont pas menacées, mais qu'elles font ou feront tâche d'huile. Est-il nécessaire de montrer que les démocraties bourgeoises, c'est-à-dire capitalistes, sont animées d'un autre souci que celui du maintien de l'ordre dominant établi, -rentabilité, profits, concomitant d'une exploitation renforcée des dominés ? Où l'union des forces progressistes, syndicats et partis, autrefois appelée par un Olof Palme, pour faire échec au bloc du patronat ? Et les démocraties en question, dans leur diversité, n'ont-elles pas en commun d'établir les procédures indispensables à l'accomplissement de la globalisation ? La nature elle-même de la démocratie, loin d'être prise comme un donné, n'est-elle pas à mettre radicalement en question ?

Je n'irai pas plus loin dans cette voie, sauf à exposer, à une prochaine occasion, le projet antithétique, dont je suis convaincu, de la nécessité, réelle cette fois, de faire advenir une fédération des peuples du bassin méditerranéen.

5. Un dernier mot sur une autre rengaine argumentaire, propre aux ouïstes : la dissociation qu'il faudrait impérativement respecter entre le referendum sur l'Europe et la sanction du gouvernement Chirac/Raffarin. Voilà bien le type même du sophisme et de l'écran d'une contre-vérité. La sortie, le soulèvement en POLITIQUE, que représente le courant du refus, après des décennies de résignation et de crédulité, signifie précisément qu'est enfin devenue consciente l'identité entre la finalité poursuivie par la construction européenne et la conduite nationale des affaires dont la boussole consiste à la servir. La souveraineté populaire, réengagée, affirme qu'elle n'a pas d'autre ennemi que le néo-libéralisme. C'est pourquoi la victoire du Non ouvrira des perspectives absolument nouvelles de responsabilités politiques de masse dont on peut être assuré que les effets ne se limiteront pas à nos frontières. Il conviendra d'en prendre la mesure rapidement.

*(pour Utopie Critique, n°33, mai 2005)*